

HERMAN VAN ROMPUY

Président du Conseil européen

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs, c'est un plaisir pour moi de dire quelques mots à l'ouverture de cette cinquième World Policy Conference. Le programme qui vous attend est intense mais laissez-moi partager avec vous quelques réflexions sur un défi en particulier, la résolution de la crise économique et financière dans l'Union Européenne. Jusqu'à très récemment, cette crise était au premier plan de l'attention mondiale, pas toujours en bien, mais ceci derrière nous à présent. C'est là mon principal message. Nous sortons lentement du mode de crise existentielle. Et les gens s'en rendent de plus en plus compte. Il y a une confiance grandissante dans le futur de la zone Euro, un sentiment de plus en plus fort que nous allons y arriver. La dernière décision prise en Grèce, il y a dix jours, montre bien que nous nageons dans des eaux communes.

Et, je suis heureux de le dire en tant que Président du Conseil Européen, sans sommets d'urgence, mais nous ne sommes pas au bout de la route, tous les pays et toutes les institutions continuent le travail, avec des réformes économiques, pour garantir que nous pouvons faire face aux chocs, définir un plan à long terme pour une zone Euro plus forte, et c'est pourquoi j'ai soumis au Conseil Européen de décembre un plan pour une Union réelle monétaire et économique. Sans rentrer dans les détails, je voudrais juste mettre l'accent sur un point : vous devez penser, c'est très bien tout ça, je suis sûr qu'ils peuvent trouver des solutions techniques, mais au final, est-ce que les citoyens vont suivre, et c'est une question essentielle. J'ai évidemment conscience des doutes, mais je suis convaincu qu'au final, nous gagnerons le soutien du peuple pour notre Union. Nous devons mettre les choses en perspective.

Avec la crise, pour la première fois, les citoyens de l'Europe doivent faire face à la dure réalité : les bénéfices de notre Union ont un coût, comme par exemple devoir défendre une monnaie commune pendant une crise financière. Les citoyens comprennent également pour la première fois qu'ils sont ensemble dans cette aventure et que ce qui se passe dans un autre pays, les problèmes de banques, de bulles ou de budgets, a des conséquences chez eux. Le comprendre est une chose, en tirer toutes les conséquences en est une autre. Découvrir qu'on est conjointement responsable pour le bien commun de l'Europe peut être douloureux pour des gens qui se débattent dans leur propre pays pour trouver un boulot ou joindre les deux bouts. Mais je ne suis pas du tout d'accord avec ceux qui disent que la crise a tué la solidarité entre les pays européens. La crise a révélé ce que cela signifie d'être dans l'Union, en fait c'est le premier véritable test de solidarité dans l'histoire de l'Union. Avant la crise, notre Union était considérée comme un processus gagnant-gagnant qui ne demandait pas vraiment d'efforts. Bien sûr, il y a des tensions et des contraintes, il y a des oppositions et des critiques et pourtant, un immense effort collectif est en train de se produire pour s'assurer que nous sortons de cette crise ensemble. C'est une solidarité de facto d'une ampleur sans précédent. Nous avons besoin de résultats en termes de stabilité, de croissance et d'emploi pour convaincre nos citoyens que l'Union Européenne et l'Euro ne font pas partie du problème mais de la solution. Comme le rappelle un Prix Nobel de la Paix à tous les Européens : « Finalement, ce qui nous réunit est plus fort que ce qui nous divise ». Merci.